

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 14 NOVEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Des soutiens
- 2) Commémoration...
- 3) Alternative crédible selon...
- 4) Il gagne que ça : 16,8 millions, parmi lesquels il faut compter 7,2 millions de “primes de bienvenue”...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Soutiens nuancés des élus PCF à Jean-Luc Mélenchon en Val-de-Marne



Le PCF soutiendra-t-il la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017 ? La question sera tranchée par les militants d'ici le 26 novembre. Dans le Val-de-Marne, certains élus affichent déjà ouvertement leur soutien, avec un enthousiasme nuancé et quelques pincettes.

L'ex-candidat du Front de Gauche de 2012 a écarté l'idée d'une alliance de partis pour se lancer personnellement dans la campagne dès le début 2016, créant un nouveau mouvement, La France insoumise. Le temps de recueillir quelques 130 000 parrainages citoyens et de jeter les bases d'un programme nourri du projet de 2012, L'Humain d'abord, mais aussi des thèses du Parti de Gauche et des quelques 3 000 propositions postées sur son site entre février et août.

Cette pré-candidature a franchi une nouvelle étape cet automne avec la Convention de la France insoumise. Au vu des derniers sondages qui le créditent de 13% à 15% des intentions de vote, la mayonnaise a pris et l'ancien ministre PS (entre 2000 et 2002 dans le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin), cofondateur du Parti de Gauche en 2009, est devenu incontournable.

Soutenu par les habitants en direct, Jean-Luc Mélenchon peut aussi s'appuyer sur son propre parti, le PG. Dans le département, le bureau récemment réélu du PG a réaffirmé son soutien à la candidature Mélenchon et à son objectif de disposer de candidats France insoumise dans toutes les circonscriptions du Val-de-Marne en juin 2017.

Les militants PG sont aussi à l'initiative de la grande majorité des comités de soutien locaux à Jean-Luc Mélenchon dans le département. L'Insoumis en chef peut aussi compter sur **Clémentine Autain**, porte-parole d'Ensemble, qui a appelé à le rallier dès le mois de septembre, même si son parti doit se prononcer en conférence nationale le 19 novembre prochain. En Val-de-Marne, Ensemble tiendra son AG à ce sujet ce mercredi 16 novembre, indique son responsable départemental **Bernard Galin**.

Au sein du PCF, gros morceau du FG, c'est plus compliqué. Le secrétaire national, **Pierre Laurent**, a appelé à soutenir le candidat PG malgré ses réserves, mais les dirigeants du parti ont voté pour une candidature PCF lors de la conférence nationale qui se tenait samedi 5 novembre. Le vote des militants départagera les positions d'ici la fin novembre.

Dans le Val-de-Marne, le débat suscité par la conférence nationale a donné lieu cette semaine à une série de communiqués d'élus PCF désireux d'afficher leur soutien à Jean-Luc Mélenchon, de **Gilles Saint-Gal**, conseiller départemental et municipal PCF de Fontenay-sous-Bois, à **Stéphanie Daumin**, **Christian Hervy** et **Guy Petenatti**, maire et anciens maires PCF de Chevilly-Larue, en passant par **Nathalie Dinner**, vice-présidente FG (non encartée au PCF) du Conseil départemental, qui vient d'annoncer qu'elle lui donnait son parrainage, ou encore **Sylvie Altman**, maire PCF de Villeneuve-Saint-Georges qui a signé un appel en ce sens. Sans aller jusqu'à publier des déclarations, d'autres élus, à l'instar du président du Conseil départemental, **Christian Favier**, du maire de Choisy-le-Roi **Didier Guillaume** ou de celui d'Ivry-sur-Seine, **Philippe Bouyssou**, indiquent, lorsqu'ils sont questionnés sur la question, qu'ils se rangent à cette position. A Champigny-sur-Marne en revanche, le maire **Dominique Adenot** souhaite attendre le vote des militants. Au-delà du PS, **l'ancien directeur de cabinet du maire PS de Boissy-Saint-Léger**, **Nicolas Georges**, exclus du parti après avoir créé un groupe dissident au sein du Conseil municipal, a lui aussi déclaré son ralliement.

Des divergences de méthode

Dire que l'enthousiasme est béat au sein des communistes serait exagéré. « *Cela ne veut pas dire que nous adhérons à toutes ces positions ainsi qu'à sa stratégie de candidature sans concertation avec les autres composantes du Front de Gauche* », souligne Christian Favier. Et le sénateur communiste de citer quelques différences de vues comme la notion de « *planification* » écologique, méthode jugée un peu dépassée, ou la demande d'engagement des parlementaires France insoumise à discipliner leurs positions au programme du mouvement. « *Je pense qu'il faut faire confiance aux élus même si c'est sur la base d'un engagement* », pointe le président du Conseil départemental. Sur l'analyse sociétale, l' élu distingue également les visions. « *Nous restons plutôt sur une analyse d'une société divisée en classes sociales avec une opposition entre ceux qui possèdent les richesses et ceux qui n'ont que de leur force de travail à faire valoir, et ne lui substituons pas une opposition entre oligarchie et peuple* », poursuit le parlementaire qui refuse également de voir deux gauches irréconciliables, « *car il faudra bien se rassembler un moment* ». Ceci étant posé, le feu est au vert. « *Les questions qui font débat ne sont pas insurmontables* », motive le sénateur.

Le Front commun se positionne pour Mélenchon mais au-delà de France insoumise

Pour soutenir Jean-Luc Mélenchon sans rentrer dans la canal France insoumise, un certain nombre d'élus ont décidé d'élargir le cercle en appelant à un Front Commun, signant un appel en ce sens. C'est le cas notamment de Sylvie Altman, maire PCF de Villeneuve-Saint-Georges, qui fait partie des 100 premières signataires de l'appel. « *Quels que soient les arguments des uns et des autres ou les divergences que nous pouvons avoir avec lui, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est dans les circonstances actuelles installée dans le paysage politique. Elle exprime dans les classes populaires le refus à gauche de la politique mise en œuvre par François Hollande. A six mois de l'échéance, il serait, à nos yeux, irresponsable de ne pas prendre acte de cette situation. Cependant son mouvement « La France insoumise » ne représente qu'une partie des forces disponibles* », pose l'appel qui compte à ce jour un millier de signatures dont un peu plus d'une trentaine dans le Val-de-Marne. Ont également signé Marc Thiberville et Elsa Bardeaux, élus à Villeneuve-Saint-Georges, Nora Saint-Gal, élue à Fontenay-sous-Bois, mais aussi un certain nombre de militants d'Ensemble, dont son responsable départemental, Bernard Galin.

Rejet d'une partie de la gauche, peur de la division et temps qui presse

Quels sont les constats partagés par les communistes pour soutenir Jean-Luc Mélenchon? Il y a d'abord le rejet de la gauche gouvernementale actuelle. « *Les différents gouvernements de François Hollande ont dès leurs premiers actes tournés le dos à tous les engagements pris en 2012. (...) La candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui déjà en 2012 nous rassemblait avec le programme l'humain d'abord, est la seule en rupture avec le social-libéralisme, et la seule sur laquelle peut se construire un rassemblement qui permettra d'éviter un scénario catastrophe pour notre peuple* », pose Gilles Saint-Gal.

Le risque d'une division au sein de la gauche alternative prolonge ce premier argument. « Nous devons remiser nos égos pour jouer collectif », enjoint Philippe Bouyssou, maire PCF d'Ivry-sur-Seine, qui invite à commencer par se plonger dans le programme, et, à défaut de converger sur tous les plans, rejoint Jean-Luc Mélenchon dans son appel à une nouvelle République.. « *Cette candidature aura d'autant plus de chance de rassembler et d'aboutir si le PCF s'y investit* »,

poursuit l'élue. « *J'ai commencé ma vie politique en 2008, dans ma ville, Villeneuve-Saint-Georges, dans une dynamique ouverte, rassembleuse et citoyenne. A l'époque c'était les prémices du Front de Gauche, et cette démarche nous a permis d'être élus, avec Sylvie Altman, maire communiste. En 2012, avec la constitution du Front de Gauche, la candidature de Jean-Luc Mélenchon aux Présidentielles et des candidats aux législatives sous l'appellation Front de Gauche, j'ai connu, comme beaucoup, une campagne dans laquelle de très nombreux citoyens se sont retrouvés et de fait engagés. Elle a redonné de l'envie, de l'espoir, celui de changer la donne, de créer un autre monde* », rappelle de son côté Nathalie Dinner.

Le troisième argument partagé concerne le timing, alors qu'il ne reste que six mois avant les élections. « *Le temps n'est pas aux décisions mi-chèvre mi-chou ni aux tergiversations* », insistent les maire et anciens maires de Chevilly-Larue. *La réalité politique, c'est que Jean-Luc Mélenchon marque aujourd'hui de manière crédible le paysage politique en tant qu'alternative de gauche à la politique actuelle* », défendent les élus. C'est aussi dans ce contexte que se positionne le maire PCF de Choisy-le-Roi, Didier Guillaume, qui a attendu une réunion avec les militants ce jeudi soir pour donner son point de vue. « *Hier, une quarantaine de militants étaient présents et il s'est dégagé une grande majorité en faveur de cette option. Il est temps aujourd'hui de réfléchir à un pacte fort de rassemblement pour lutter contre la finance, défendre l'égalité hommes-femmes, travailler à une nouvelle république...* », insiste l'élue, pour qui il n'est pas question en revanche de rentrer dans un moule France insoumise aux élections législatives mais plutôt de présenter un candidat, soutenu aussi par France insoumise.

Refus de la primaire

Et si un Montebourg sortait vainqueur de la primaire, cela ne serait-il pas de nature à changer la donne ? Pour Nicolas Georges, longtemps au PS, c'est justement les primaires qui posent problème. « *Cette mécanique ne sert qu'à celui qui tient le parti, avec des trublions et des faire-valoir au premier tour. Il faut partir sur un autre modèle, clair pour tout le monde. Mélenchon, c'est clair!* », insiste l'élue boisséen sans étiquette. Et les positions sur la sortie de l'Europe ? « *Personnellement, je suis plutôt pour changer les choses de l'intérieur. Mais la joute oratoire est nécessaire en politique, il faut mettre les pieds dans le plat pour réveiller les électeurs à gauche* »

Maire PCF de Champigny-sur-Marne, Dominique Adenot ne se prononce pas encore. « *Je respecterai le vote des militants. On n'est pas seul dans sa tour d'ivoire et je n'ai pas un statut spécial en tant que maire* », pose l'élu, tout en reconnaissant être très interrogatif sur la question. « Je suis pour une gauche de la gauche sans compromis avec Hollande, Valls ou Macron, mais il peut y avoir des convergences avec des écologistes, des frondeurs du PS, des gens issus du mouvement social, notamment celui qui s'est développé contre la loi Travail, des gens fatigués du 49.3 et qui veulent se vacciner des politiques qui font le contraire de ce qu'ils promettent », développe l'élu. *Quid du timing serré? « Il est vrai que plus on se rapproche des échéances, plus il sera difficile d'imaginer une convergence, mais l'histoire a parfois plus d'imagination que nous. Quelques mois avant la victoire du Front populaire en 1936, tout le monde était en berne après les événements de février 1934... »*

Secrétaire départemental du PCF, Fabien Guillaud-Bataille ne souhaite pas non plus rendre sa position publique avant que les militants ne se prononcent, mais veut recadrer le sujet. « *On pose un regard déformant sur le débat en ne s'intéressant qu'à la question sur la candidature Mélenchon, alors qu'une position préalable a recueilli l'assentiment de 94% des participants à la conférence nationale, qui propose de continuer d'agir jusqu'au bout pour parvenir à une candidature commune, en appelant tout le monde à se mettre autour de la table : Jean-Luc Mélenchon, mais aussi les frondeurs, Yannick Jadot, Arnaud Montebourg, Gérard Filoche, Marie-Noëlle Lienemann... Il faut que tout le monde se parle* », plaide le secrétaire départemental.

Du côté d'EELV, la possibilité d'un rapprochement sous les fourches caudines de la France insoumise semble pour l'heure compliquée alors que le parti vient d'achever des primaires pour désigner son candidat, le député européen Yannick Jadot, et que certaines positions de Jean-Luc Mélenchon sont peu compatibles avec le parti, notamment sur le plan international.

94.citoyens.com - Par C.Dubois

II) Sophie, blessée au Bataclan : "Avant, je n'avais pas cette tête de zombie"



Sophie, rescapée du Bataclan lors des attentats du 13 novembre 2015.
(Jean- luc Bertini pour l'Obs)

Sophie, 32 ans, a reçu une balle dans la hanche au Bataclan. Nous l'avions rencontrée en décembre puis en janvier, pour un portrait. Elle nous raconte son année.



Cécile Deffontaines
Journaliste - tempsreel.nouvelobs.com

Le 13 au soir, elle ira déposer une bougie au Bataclan. Une petite flamme symbole pour ces âmes envolées. Mais, Sting ou pas, Sophie, la fan de concerts, la rockeuse tatouée, n'y retournera plus danser.

"Je comprends qu'ils rouvrent la salle, elle est magnifique. Mais comment s'y amuser ? J'aurais l'impression de sauter sur des cadavres."

En mars, Sophie a pénétré dans la salle en travaux, sanctuaire ouvert aux victimes et à leurs proches pour un moment de recueillement privé. "Ils avaient enlevé le sol, mais à l'endroit où j'étais allongée ce soir-là, il y avait toujours une énorme tache de sang... C'était atroce. Il y avait aussi toujours les impacts des balles dans les murs. Ils étaient gros comme ça", dit-elle en faisant un rond avec sa main. "En fait, la taille du trou que j'ai sur la jambe."

Une balle dans la hanche

Le 13 novembre dernier, une balle de kalachnikov a transpercé son mollet et ouvert sa cuisse sur 20 cm, avant de se loger dans sa hanche, où elle se trouve toujours. Les médecins ont choisi de l'y laisser. Sophie doit donc supporter dans sa chair

ce corps étranger meurtrier. Avoir une balle dans la hanche, ce n'est pas seulement sonner aux portiques, comme elle le souligne pour plaisanter. C'est la sentir tout le temps. Etre, les bons jours, seulement gênée. Les mauvais, souffrir.

"J'ai des pics de douleur. Avec le froid qui revient, j'ai plus mal que cet été."

Se rendre compte que le paracétamol et la codéine ne la soulagent pas. Que la morphine la rend malade. Entre deux maux, finir par choisir le moindre.

Les terroristes ont emporté sa légèreté de femme-enfant, qui twittait ses coups de cœur ciné et comics, discutait stars beaux gosses avec ses amis, illustrait ses humeurs en Gif animés. "Avant, je n'avais pas cette tête de zombie", nous disait-elle en janvier. Mais la Sophie joyeuse n'est pas bien loin, à lire son fil Twitter punchy. Elle y raille les débats de la primaire à droite en postant des vidéos de batailles de chatons. Elle y manie l'autodérision avec art.

En septembre, elle tweete, avec la photo d'une pile de boîtes jaunes :

"J'envisage sérieusement la construction d'un château fort en boîtes de médicaments."

Y transparaissent aussi ses coups de mou, ses coups de gueule : "Je risque probablement de devenir violente avec la prochaine personne qui me dit que dimanche prochain est un anniversaire à 'fêter'."

Réparer les vivants

Petit soldat de sa reconstruction, Sophie se bat vaillamment pour "reprendre le contrôle de [s]a vie". Surtout, ne pas laisser ces criminels déterminer son existence. Elle s'y applique avec volonté. Son corps se répare peu à peu. En février, elle a pu dire au revoir à l'infirmière qui pansait ses plaies. En avril, elle a lâché sa béquille. La centaine de séances de kiné a payé : elle ne boîte plus que lorsqu'elle est fatiguée. "Mais je ne peux pas courir", lâche-t-elle.

La tête met plus de temps à guérir. La jeune femme confie sans fard ses tourments intimes. Les cauchemars, le sommeil en dents de scie.

"Je ne peux pas dire que je vais aussi mal qu'il y a un an, mais j'ai besoin d'être aidée."

Sa psy, qu'elle voit une fois par semaine, vient de

lui prescrire des antidépresseurs pour calmer ses angoisses: "Je m'enfonçais. »

L'amour après le Bataclan

Le combat n'est pas terminé mais Sophie n'a plus ce visage en papier mâché des premiers mois, quand elle culpabilisait tellement d'être vivante. Le "syndrome de Lazare" l'a assaillie, comme nombre de survivants. Heureusement, "le temps fait son œuvre", dit-elle, et le sourire pointe sans cesse malgré la gravité. Elle a adopté un chaton, Diana, prénom choisi car c'est celui de Wonderwoman, l'une de ses héroïnes de papier.

Dans cette vie d'après, il y a surtout C., l'ami à qui, dans le coaltar des médicaments, elle a avoué son amour depuis son lit d'hôpital, trois jours après l'attaque. "Je lui ai dit que j'étais folle de lui." Ils se sont mis ensemble.

"Il a été ma troisième béquille. Cette histoire d'amour m'a sauvée."

L'amour après le Bataclan : *"Tu me sauves chaque jour"*

Le jeune homme l'a accompagnée tout au long de cette année de "premières fois" : "Première fois sans ma béquille, première fois que je reprends le métro. Premier concert. Première fois que je porte une jupe sans collants." Il l'aide à accepter son corps meurtri, dont il a découvert les cicatrices à ses côtés.

"Il est arrivé que je regarde ma jambe et me mette à pleurer. Alors, il fait un bisou dessus. Mais ça reste mon corps, ma solitude à moi. »

Les images de la mort

Sophie n'est plus la poupée en kit que nous avons rencontrée l'année dernière. C'est elle qui construit, meublant leur tout nouveau chez eux, où le chat prend ses marques. La thérapie par EMDR a marché. De mars à juillet, Sophie a fait ces exercices oculaires destinés aux victimes de chocs post-traumatiques. Grâce à eux, les images de mort du 13-Novembre ont cessé de surgir en flashes incontrôlables. Elles ont été enfouies dans les limbes de son cerveau apaisé. "Maintenant, je ne m'en souviens que si je veux y penser. C'est un sacré soulagement. C'est l'EMDR qui m'a permis de sortir du Bataclan."

Elle s'est pris l'attentat de Bruxelles, le 22 mars, comme un affreux boomerang. *"Je me suis enfermée chez moi dans le noir, à pleurer. Le souvenir de novembre était encore trop frais."* Le 13 juillet, elle avait décidé de regarder le feu

d'artifice à distance, de la terrasse d'une copine, à Saint-Denis.

"Avant, j'adorais les feux d'artifice. Mais là, ça a été compliqué : le son ressemblait à des coups de feu, alors j'avais l'impression d'entendre des cris à côté de moi, comme le 13 novembre."

Le 14, un pressentiment l'assaillait. Cette nouvelle épreuve, elle l'a encaissée. *"Le 15, j'ai pris sur moi pour aller travailler. Une résilience s'installe."* Sophie lutte aussi contre l'ambivalence de ses sentiments. *"Quand je pense à 'l'autre' [Salah Abdeslam, NDLR], je sais qu'il faut le traiter humainement, mais j'ai aussi tellement envie de lui péter les dents... Parfois, je cède à la colère. »*

Super-héroïne

Après l'attentat de Nice, une jeune fille l'a contactée via Twitter. Elle avait perdu son papa dans l'attaque. Sophie l'a conseillée. *"Je n'allais pas la laisser..."* *La fan de comics s'est retrouvée dans la peau de Spiderman, le super-héros "qui se retrouve avec des responsabilités sans les avoir voulues."* *La jeune femme n'a pas de super-pouvoirs. Sauf celui d'accepter son nouveau rôle. Mi-"vétérane", mi-grande sœur qui tend la main à d'autres, blessés à l'âme après elle.*

Quand beaucoup de survivants souhaitent à toute force se défaire de leur encombrant statut de victimes, pour essayer d'oublier et de revenir à leur vie ordinaire, Sophie, elle, a choisi de témoigner. Elle continuera. *"Parce qu'il est important qu'on n'oublie pas."*

Cécile Deffontaines

PHOTOS. Ils ont perdu la vie dans les attentats de Paris



Les attentats de Paris du 13 novembre ont fait 130 morts. Voici quelques-uns des visages de celles et ceux dont la vie a été arrachée par la barbarie. Ici, Marie Lausch et Mathias Dymarski, 23 et 22 ans

et originaires de Metz, qui ont trouvé la mort au Bataclan. (via @Photographys sur Twitter)

Publié le 15-11-2015 - Mis à jour le 10-11-2016 à 18h00 par L'Obs avec AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/galeries-photos/attentats-terroristes-a-paris/20151115.OBS9528/photos-ils-ont-perdu-la-vie-dans-les-attentats-de-paris.html>

III) Arnaud Montebourg veut «rassembler tous ceux qui sont perdus»

Par Lénaïg Bredoux

En déplacement pendant deux jours à Lyon, le candidat a martelé le même message : « l'économie d'abord ». Il veut convaincre qu'il incarne une « alternative crédible » à la politique du gouvernement pour remporter la primaire du PS.

« L'économie d'abord. » Ils sont peu nombreux, ces jours-ci, à oser s'inspirer de la stratégie de campagne d'un Clinton. Arnaud Montebourg, lui, assume, mais pour parler de Bill, en 1992. Et pour éviter Hillary en 2016, il veut répondre à la « rébellion des classes populaires et moyennes » que le candidat à la primaire du PS juge responsable de l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

En déplacement mercredi et jeudi à Lyon, l'ancien ministre de l'économie estime que « les classes moyennes et populaires sont les grandes oubliées de la crise. Économiquement bien sûr. Mais aussi politiquement, car elles ont été mises à l'amende pour payer la facture de la crise financière ». Il ajoute : « C'est la rébellion qui se produit partout dans le monde. Et c'est exactement ce qui nous guette en France. »

Devant une petite trentaine de militants venus l'écouter à la section PS de Villeurbanne, à la pause déjeuner, jeudi, Arnaud Montebourg poursuit le raisonnement : si la droite l'emporte en 2017, faute d'alternative et de rassemblement à gauche, « un plan d'austérité considérable » sera mis en œuvre. « Et c'est Le Pen dans 5 ans [en 2022 – ndlr]. »

« La gauche doit donc tourner la page du quinquennat et rassembler les électors de gauche pour l'emporter, la gauche socialiste, communiste, verte, et tous ceux qui sont perdus », explique Montebourg. Avant de justifier sa candidature : « Trois personnes peuvent rassembler la gauche : Aubry, Taubira et moi. Je leur ai fait savoir que si elles étaient candidates, je me retirais. Elles ne le sont pas. En conséquence, je suis candidat. »



Arnaud Montebourg, jeudi au PS de Villeurbanne avec Aurélie Filippetti

À Lyon, Montebourg a martelé partout le même message : il faut construire une « alternative crédible » aux recettes concoctées par les chantages de la « mondialisation heureuse » – l’expression, qualifiée de « calembredaine » par l’ancien ministre, est d’Alain Minc que Montebourg cite en exemple de la « société de connivence » qu’il critique, celle des « oliguénarques », expression forgée de la double dénonciation des oligarques et des énarques.

« Les mondialisateurs dérégulants ont par leur prêche contribué à solidifier ce monde dans lequel les victimes se révoltent », lance-t-il devant le parterre poli des Journées de l’économie, organisées à l’université Lyon-II, et où il a participé à deux débats. « Les 30 années de dérégulation qui viennent de s’écouler, et la mise en concurrence des modèles économiques et sociaux, sont un désordre : il y a aujourd’hui une demande d’ordre. Et de l’ordre d’abord économique. »

Pas de doute, pour Montebourg, l’élection de Trump est « un événement majeur ». « Il y a une montée possible des périls. Mais sociologiquement elle s’explique assez bien », glisse-t-il entre deux rendez-vous. Alors il déroule son raisonnement, et son programme : engager le bras de fer européen avec la Commission, les « ultralibéraux extrémistes gardiens du temple

européen » et la droite allemande, rompre avec l’austérité, lancer un vaste programme d’investissements publics dans les infrastructures, construire des logements et les rénover thermiquement, aider les PME, renforcer la Banque publique d’investissement, et construire cette « nouvelle alliance » entre les forces productives – les salariés et les entrepreneurs, loin des milieux financiers et bancaires, à l’aune du « made in France ».

« L’alliance entre la société et l’État doit être stabilisée à travers les débats de 2017, estime Montebourg. Il faut l’apaiser, loin de l’hystérie des idéologues libéraux ou d’un étatisme omniprésent. » Il défend un « équilibre », cite de Gaulle et Pompidou, et s’enthousiasme devant l’ingéniosité de la première usine collaborative de Rhône-Alpes, You Factory, ou devant les performances de l’animation française en visitant, en compagnie d’Aurélie Filippetti, le pôle Pixel de Villeurbanne. « Voilà, ce sont les bonnes alliances public-privé. Il faut faire ça dans toute l’économie ! »

Dans le programme très chargé de ces deux jours, au rythme d’un rendez-vous toutes les deux heures, Montebourg est moins à l’aise sur les questions sociales et sociétales. Quand il rencontre les animateurs du club de football de l’AS Duchère, à Lyon, ou les responsables d’un réseau d’aide aux femmes victimes de violences, il écoute surtout. Pose des questions. Mais ne se mouille guère. À chaque fois, pourtant, tous les signaux sont au rouge.

Jeudi, dans la salle de réunion de l’association VIFFIL, qui accompagne 600 femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales, les permanentes expliquent au candidat à la primaire que la situation sur le terrain se dégrade. Non seulement les violences ne diminuent pas, mais elles ont de plus en plus de mal à reloger les femmes et leurs enfants. À tel point qu’elles leur déconseillent de partir en urgence du domicile... « Avec les jeunes aussi, c’est de plus en plus difficile. Le harcèlement par SMS, les réseaux sociaux... À certaines filles, il faut réexpliquer les relations amoureuses et qu’elles peuvent être libres », dit une permanente du VIFFIL.



Arnaud Montebourg mercredi à l'AS Duchère © L.B.

Au bord du terrain où s'entraînent les jeunes, mercredi, Mohamed Tria, qui préside l'AS Duchère, raconte au candidat comment le club aide les gamins du quartier, a monté une section sport études avec le collège du coin, et à quel point ils progressent. Il dit aussi : « Ici, la famille moyenne, c'est une femme seule avec quatre enfants.

Si vous n'avez pas compris ça, vous n'avez rien compris. » Montebourg acquiesce. Tria poursuit : « Ici on attend pas le carnet de chèques, mais un signal. Et que vous compreniez qu'il y a deux France. »

Il se souvient de sa mère, qui ne suit guère la politique française mais qui avait compris qu'un nouveau président avait été élu quand Mitterrand avait augmenté les allocations familiales.

« C'était pas grand-chose. Mais ma mère s'était rendu compte qu'il s'était passé quelque chose. C'est ça un signal, c'est pas le grand soir. » Montebourg : « La gauche a besoin de s'occuper des gens et pas des palais. Et donc de venir ici. C'est la France. Donc c'est la gauche. »

« On sent un réveil »

Depuis l'annonce de sa candidature à la primaire de la Belle Alliance populaire, qui regroupe le PS et quelques satellites, le 2 octobre, l'ancien ministre en rupture de ban multiplie les déplacements. Rien que la semaine prochaine, il a prévu de se rendre à Poitiers, Lille et Grenoble. Il a déjà fait près de 10 réunions publiques.

Il rencontre des militants, visite des entreprises. À chaque fois, il déroule des propositions, parfois précises. Son équipe en est convaincue : les électeurs, lassés des errements politiques, veulent bien y croire à condition qu'on n'ait pas l'air de les bernier une nouvelle fois. Il faut aussi « présidentialiser » leur champion, répètent ses stratèges, qui jugent que l'image de trublion qui lui colle à la peau est une faiblesse.

Au risque d'être parfois inaudible dans une campagne à bas bruit, où l'espace politique est saturé des interrogations sur la candidature de François Hollande ou sur celle d'Emmanuel Macron, et quand Jean-Luc Mélenchon trace son sillon directement vers la présidentielle.



Arnaud Montebourg mercredi aux journées de l'économie

Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, eux, ont choisi d'en passer par la primaire pour espérer supplanter la ligne politique du gouvernement. Leurs moyens sont limités, même si leurs équipes respectives vantent le montant des dons qu'ils reçoivent. Pour le premier, le budget a été fixé à 300 000 euros. Selon l'entourage du candidat, environ 130 000 euros ont déjà été levés, dont 20 000 euros lors d'une réunion avec des chefs d'entreprise à Suresnes (Hauts-de-Seine) début octobre.

Le début de campagne a été difficile. Le réseau est encore largement désorganisé. « On n'a pas de tracts », souffle une « Jeune avec Montebourg ». Sur le terrain, l'étiquette PS, même avec un discours critique, semble être un repoussoir. Mais « on sent un réveil », estime Arnaud Montebourg. Singulièrement depuis la publication du livre de confidences de François Hollande, « Un président ne devrait pas dire ça... ».

Sur les terres du sénateur Gérard Collomb, soutien de Macron, Montebourg a ainsi rencontré une trentaine de militants, à Lyon et à Villeurbanne, et plusieurs élus. Il a pu afficher le soutien du député Pierre-Alain Muet.

À lui seul, il résume l'évolution du quinquennat : proche de Lionel Jospin, l'économiste, qui fut comme le président de la République membre des clubs Témoin de Jacques Delors, est devenu "frondeur" tant il est affligé de l'évolution libérale de la politique économique menée par François Hollande. « Alors cette fois, je soutiens Montebourg », explique-t-il.

À Lyon, Montebourg a aussi croisé Pascale Crozon, autre députée PS, qui ne le soutient pas mais qui l'a accompagné lors d'une rencontre avec l'association pour les femmes victimes de violences. « On voit de nouveaux députés, y compris des légitimistes, venir aux réunions hebdomadaires » organisées à Paris, expliquait récemment Aurélie Filippetti, députée, compagne et soutien de Montebourg. « Ils cherchent un autre candidat que Hollande pour incarner la gauche. Notre chance, c'est que le libéralisme n'a pas gagné les esprits. » Nul ne sait, en revanche, si la défiance vis-à-vis de la politique n'a pas définitivement entaché toutes les figures du quinquennat.

IV) Les salaires des grands patrons français ont explosé en 2015

Manon Gauthier-Faure



Avec 16,8 millions d'euros, Olivier Brandicourt, directeur général de Sanofi, a été le patron le mieux payé de France en 2015. - Olivier Brandicourt

Le dernier rapport du cabinet Proxinvest sur la rémunération des dirigeants des sociétés cotées françaises donne le tournis. **En 2015, la rémunération globale des patrons des 120 plus grandes entreprises françaises cotées a atteint 3,5 millions d'euros... Soit une hausse de 20% par rapport à 2014 !**

Les chiffres publiés par ce cabinet de conseils aux investisseurs comprennent tous les types de rémunérations : salaire fixe, bonus annuel, jetons de présence, avantages en nature, stock-options et actions gratuites de performance à leur date d'attribution, intéressement en numéraire et autres formes indirectes de rémunération.

Une rémunération moyenne de 5 millions d'euros pour le CAC 40

Pour les sociétés qui composent le CAC 40, les plus grosses donc, **la rémunération moyenne est en hausse de 18% par rapport à 2014, atteignant ainsi 5 millions d'euros.** Proxinvest souligne d'ailleurs que ce montant excède désormais la rémunération maximale socialement acceptable, que le cabinet a fixée à 240 fois le Smic (4,8 millions d'euros).

C'est quand on se penche sur la rémunération des cinq patrons les mieux payés que la machine s'emballe. **Pour la première fois depuis 2005, ces derniers ont touché plus de 10 millions**

par an.

En tête, Le Directeur Général de Sanofi, Olivier Brandicourt, avec 16,8 millions, parmi lesquels il faut compter 7,2 millions de "primes de bienvenue" relativement confortables, octroyées sous la forme d'indemnités et d'actions gratuites de performance... Gilles Gobin, le fondateur de Rubis, a pour sa part touché 16,4 millions. Avec un revenu de 15,6 millions, Carlos Ghosn, le PDG de Renault et de Nissan arrive troisième du classement.

Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, a vu sa rémunération totale augmenter de 31% et atteindre 14,1 millions d'euros. Cinquième du classement, Jean-Pascal Tricoire, PDG de Schneider Electric, a touché le jackpot avec une hausse de 86%, notamment grâce à une compensation financière liée à l'abandon de son régime de retraite supplémentaire. Il a ainsi touché 10,4 millions.

Des assemblées générales ingorées

Ces résultats en ont ébranlé plus d'un. Depuis 2013, un vote consultatif des actionnaires en assemblée générale sur la rémunération des dirigeants ("Say On Pay") est possible. Même si l'effet de cette mesure est manifestement discutable, pour la première fois en France, des assemblées générales ont refusé d'approuver la rémunération totale de leur dirigeant en 2015.

C'est le cas pour Carlos Ghosn (Renault), qui est le seul patron français à cumuler une double rémunération non validée par ses actionnaires. Patrick Kron (ex-Alstom) et les dirigeants de Solocal ont connu le même désaveu, en théorie seulement, car ces rejets n'ont pour l'instant pas de conséquence juridique. Mais cela devrait progressivement changer à partir de 2017. Dans le cadre de la loi Sapin 2, le Parlement vient d'adopter une mesure qui vise à permettre aux actionnaires de s'opposer aux rémunérations excessives des patrons d'entreprises cotées.



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com